

Questions orales

L'APPROVISIONNEMENT EN GAZ DE L'EST DU CANADA

M. John Evans (Ottawa-Centre): Monsieur l'Orateur, dans un communiqué daté du 4 décembre, la société Foothills publiait des projections selon lesquelles il y aurait des pénuries de main-d'œuvre dans certaines régions clés de l'est et de l'ouest du Canada, si le pipe-line de l'Alaska, le pipe-line du Québec et des Maritimes et d'autres devaient être construits en même temps.

Étant donné le programme de substitution du gaz au pétrole du gouvernement dans l'est du Canada, le gouvernement donnerait-il l'assurance que ces pénuries de main-d'œuvre ne retarderont pas l'approvisionnement en gaz de l'est du Canada?

● (1420)

Le très hon. Joe Clark (premier ministre): Monsieur l'Orateur, nous tiendrons certainement compte des pénuries de main-d'œuvre et nous tenterons d'y remédier à l'avance. Je ne suis pas absolument certain si l'honorable député veut laisser entendre que le parti libéral s'oppose à la construction du pipe-line Québec-Maritimes et au remplacement du pétrole par le gaz naturel.

LES RÉSERVES DE FUEL DOMESTIQUE

M. Edward Broadbent (Oshawa): Monsieur l'Orateur, j'ai une question à poser au premier ministre. L'Office national de l'énergie a annoncé qu'à la fin d'octobre, non seulement les réserves de fuel domestique avaient diminué de 6.3 p. 100 mais—chose incroyable—les exportations canadiennes pour la même période avaient augmenté de quelque 27 p. 100. Dans une déclaration qu'il a faite vendredi dernier, au sujet de l'approvisionnement en produits pétroliers, le premier ministre a dit ceci:

Nous avons toujours su qu'une pénurie de fuel domestique cet hiver était possible.

Compte tenu de cette déclaration, comment alors qu'il est au pouvoir depuis six mois, le gouvernement a-t-il pu permettre ces exportations?

Le très hon. Joe Clark (premier ministre): Monsieur l'Orateur, je crois savoir que dans certains cas, ces exportations ont servi à alimenter certaines raffineries ou certaines régions où il n'y aura vraisemblablement—en fait sûrement—pas de pénuries cet hiver.

Je voudrais faire comprendre au député que les rapports de l'Office national de l'énergie dont nous parlons sont des rapports qui nous donnent une évaluation aussi à jour que possible des pénuries qui peuvent survenir dans une région en particulier ou à un moment en particulier. Selon nos dernières informations, il est possible que nous connaissions certaines interruptions de livraisons, mais cela pourra sans doute être évité grâce à un contrôle rigoureux des exportations et à l'application de mesures d'économie de l'énergie. Je crois savoir que les sociétés qui avaient l'habitude d'exporter n'exportent plus depuis octobre ou novembre.

M. Broadbent: Monsieur l'Orateur, le premier ministre confirmera-t-il que si son gouvernement avait été sur ses gardes ces six derniers mois, nos réserves de fuel domestique accuseraient cette année un excédent de 6 p. 100 au lieu d'une baisse de 6 p. 100 par rapport à l'année dernière?

S'il l'admet, il pourrait peut-être nous expliquer pourquoi la société Irving a été autorisée à accroître substantiellement ses

[M. Clark.]

exportations précisément pendant la période, dont le premier ministre a parlé vendredi, pendant laquelle toutes les provinces, surtout l'Ontario et les provinces de l'Est, pourraient s'attendre à des pénuries?

M. Clark: Oui, monsieur l'Orateur. Tout d'abord, je refuse de faire la déclaration que l'honorable député me conviait à faire. Quant à la société Irving, je crois savoir qu'elle a exporté très peu de ses produits en novembre et qu'aucune des régions qu'elle dessert n'a manqué de fuel domestique ni de pétrole lourd. Je sais également que le mois dernier, la société Irving s'est vue refuser un certain nombre de permis d'exportation parce que nos excédents n'étaient pas assez élevés.

M. Broadbent: Monsieur l'Orateur, il n'y a pas encore de pénurie, mais le premier ministre et d'autres nous ont averti qu'il y en aurait cet hiver. Comme j'ai vérifié tout juste avant midi aujourd'hui, le premier ministre confirmera-t-il maintenant que l'Office national de l'énergie autorise encore des exportations, et qu'il étudie encore des demandes de permis qui permettraient aux compagnies d'exporter encore du fuel domestique dans le courant de l'hiver? En répondant à cette question—et je crois que les réponses seront nettement affirmatives...

Une voix: Pourquoi les poser alors?

M. Broadbent: ... le premier ministre pourrait-il expliquer aux députés et aux Canadiens pourquoi il n'a pas donné des directives à l'Office national de l'énergie pour qu'il n'autorise plus l'exportation de notre fuel domestique cette année?

M. Clark: Monsieur l'Orateur, je vérifierai les questions au sujet desquelles le chef du Nouveau parti démocratique s'est renseigné, mais ce sont des précisions que je ne possède pas encore. Je vais me renseigner non seulement au sujet des questions particulières qu'a posées le chef du Nouveau parti démocratique, mais également au sujet d'autres facteurs qui, à supposer que ce qu'il prétend s'avère exact, auraient conduit l'Office national de l'énergie à accorder une telle autorisation.

● (1425)

[Français]

ON DEMANDE DE PRÉCISER LA SITUATION ACTUELLE DE L'APPROVISIONNEMENT DES DISTRIBUTEURS INDÉPENDANTS

M. Fabien Roy (Beauce): Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse également au très honorable premier ministre et touche évidemment la question énergétique. Dans la lettre qu'il nous a fait parvenir et qui apparaît en appendice dans le compte rendu officiel des *Débats* du 6 novembre dernier, le premier ministre nous indiquait, à ce moment-là, les mesures que son gouvernement avait prises en vue de sécuriser la population du Québec et celle des provinces Maritimes, c'est-à-dire la population de l'Est du Canada, sur la sécurité d'approvisionnement. Il nous faisait part également des mesures que son gouvernement avait prises pour garantir les quotas et protéger l'approvisionnement des distributeurs indépendants. J'aimerais demander à l'honorable premier ministre, compte tenu de tout ce qui a été déclaré au cours des derniers jours, s'il est en mesure aujourd'hui de faire le point sur la situation actuelle de l'approvisionnement des distributeurs indépendants.